

deux morceaux de pain: La Russie et les États-Unis. Le Canada est à l'intérieur du sandwich. A mon avis, il est de la plus haute importance pour nous de savoir si directement ou indirectement nous servirons d'agents provocateurs. Je m'explique. Est-il possible que la Russie par exemple, accuse le Canada d'être un agent provocateur, pour quelque raison que ce soit: à cause de la façon dont nous administrons nos affaires internationales ou à cause de notre politique générale? Je ne crois pas que cette fois-ci, il y ait déclaration de guerre—si nous devons souffrir les terribles maux d'une troisième guerre mondiale. Elle peut venir à Montréal, Toronto, Vancouver et Wininpeg, qui peuvent être complètement anéanties par une bombe atomique; nous serions alors quelques jours sans même pouvoir avertir Washington que nous avons été attaqués.

Je répète que nous sommes la tranche de jambon. D'après mes renseignements, que j'ai recueillis dans les journaux américains et ailleurs, le fait que nous collaborons avec les États-Unis, est suffisant pour qu'on nous traite en agents provocateurs. Est-ce exact ou non?

L'hon. M. PEARSON: Ma réponse est brève: ce n'est pas vrai. Je ne connais de pays qui entretient quelques relations avec l'Allemagne qui soit moins en danger que le Canada d'être employé comme agents provocateurs par les Russes, parce que nos intérêts en Allemagne sont certainement moins considérables et plus vagues que ceux de n'importe quel autre pays.

M. COLDWELL: Nous n'avons qu'une voiture de gare.

M. HANSELL: Monsieur le président, l'exposé que vient de nous faire le ministre a été vraiment très intéressant; cependant, dans nos questions nous avons employé le pronom "nous" très souvent, je suppose que c'était d'une façon générale. J'aimerais savoir cependant, quelle est la responsabilité exacte du Canada en Allemagne aujourd'hui. Implique-t-elle plus que le fait de pouvoir soumettre nos points de vue au Conseil des ministres des Affaires étrangères?

L'hon. M. PEARSON: Je me demande si responsabilité est le mot juste? Certes, nous ne sommes responsables de rien de ce qui se passe actuellement en Allemagne. Nous ne sommes pas l'une des puissances d'occupation, de sorte que nous n'avons aucune responsabilité envers elles.

M. COLDWELL: Est-ce une sorte de privilège?

L'hon. M. PEARSON: Certes, nous sommes intéressés à ce qui se passe en Allemagne, grandement intéressés; et je crois qu'il est de notre devoir de suivre les développements et de faire connaître notre point de vue aux puissances occupantes si nous sommes d'avis que les mesures qu'ils adoptent peuvent être nuisibles à la paix et à la sécurité de tous.

Nous avons également intérêt à encourager graduellement des relations normales avec la partie de l'Allemagne sous l'administration démocratique. Nous essayons d'atteindre ce but parce que nos relations commerciales avec cette partie de l'Allemagne peuvent fort bien devenir importantes. Nous commerçons actuellement avec elle, et nous envisageons présentement la mise au point de moyens qui faciliteront ce commerce. On nous demandera probablement avant longtemps, si ce n'est déjà fait, de recevoir au Canada un genre de commissaire du commerce allemand. Je ne sais pas quel serait son titre officiel, mais je pense que des propositions ont déjà été avancées dans ce sens.

M. COLDWELL: J'ai remarqué que vous avez qualifié l'Autriche de pays satellite. Est-elle dans la même position que les autres pays satellites?